

19 FEV. 2024

# **I**NTELLIGENCE **S**EMEN

BULLETIN D'INFORMATION BIMENSUEL PAR SEMEN AFRICA CONSULTING  
VOL. 1 - n°1

# L'ÉCONOMIE IVOIRIENNE BOOSTÉE PAR LA CAN

Par **Laetitia MAKITA-NGADI**

La Côte d'Ivoire a accueilli la 34<sup>e</sup> édition de la Coupe d'Afrique des nations, la plus grande compétition sportive du continent. Le Gouvernement ivoirien a investi plus de 500 milliards de FCFA pour construire et rénover six stades et 24 terrains d'entraînement. Cet événement a attiré de nombreux visiteurs, investisseurs et consommateurs, qui ont participé aux matchs.

Les autorités ont profité de cette occasion pour présenter la Côte d'Ivoire comme la vitrine de la diplomatie économique de l'Afrique de l'Ouest et la CAN comme un des moteurs de la croissance économique. Selon Lukas AUBIN, Directeur de recherche à l'IRIS, le sport constitue un puissant moyen pour attirer des investisseurs. La Côte d'Ivoire a ainsi démontré sa capacité à organiser de grands événements, susceptibles d'en attirer d'autres.

Plusieurs projets ont été réalisés par les investisseurs et les entreprises nationales pour accueillir la compétition sportive, notamment dans le secteur du bâtiment et des travaux publics. Par exemple, l'autoroute Abidjan-Yamoussoukro a été prolongée.

La Confédération Africaine de Football (CAF) a délivré plus de 5.000 accréditations aux journalistes pour couvrir la compétition sportive. Plus de 150 pays ont diffusé les matchs. La mobilisation médiatique a été mondiale et le slogan « **CAN de l'hospitalité** » a reflété l'image de la Côte d'Ivoire. Ce slogan a aussi permis de renforcer les partenariats internationaux, dans le cadre de la politique de soft-power de la Côte d'Ivoire.

Ce grand rendez-vous sportif a généré d'importantes retombées économiques dans le domaine du tourisme. L'État a cofinancé des programmes spécifiques à hauteur de 1.500 milliards de FCFA et le secteur privé a injecté 1.700 milliards de FCFA pour faire de la Côte d'Ivoire l'une des cinq meilleures destinations africaines et le leader du tourisme d'affaires.

Les organisateurs et les pouvoirs publics misent sur les effets économiques durables des investissements réalisés par l'État ivoirien, qui ont engendré des emplois dans divers secteurs d'activité. Les entreprises nationales et étrangères (chinoises et françaises) ont signé des contrats avec le Gouvernement ivoirien et la CAF pour la construction et la prestation de service durant la compétition sportive.

La Coupe d'Afrique des Nations (CAN) a eu un impact significatif sur l'économie ivoirienne. Les investissements massifs dans différents secteurs ont non seulement créé des emplois, mais ont également positionné la Côte d'Ivoire comme une destination attractive pour les investisseurs. Les retombées économiques à long terme, combinées à la visibilité médiatique mondiale, ont renforcé la réputation du pays en tant que leader du tourisme d'affaires en Afrique. La CAN a été bien plus qu'un événement sportif ; elle a été un catalyseur de croissance économique et de développement.





# L'IMPACT DU RETRAIT DE L'ALLIANCE DES ETATS SAHÉLIENS SUR L'ÉCONOMIE DE LA CEDEAO

Par William NGHORI



Le 28 janvier 2024, les dirigeants de l'Alliance des Etats Sahéliens (AES) ont annoncé leur retrait de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Cette décision fait suite aux nombreuses sanctions économiques et financières infligées par la CEDEAO aux pays membres de l'AES, qui entravent leur développement et leur souveraineté. Ces sanctions concernent notamment les accords commerciaux, les taxes douanières et les approvisionnements en électricité.

Ce retrait entraînera des conséquences importantes sur l'économie de la CEDEAO, qui perd une contribution annuelle de 45 milliards de FCFA de la part des trois pays sahéliens. Ces pays disposent également de la majorité des ressources naturelles de la région, qui sont essentielles pour la production de biens et services à bas coût.

Par ailleurs, le retrait de l'AES va à l'encontre de l'article 39 du traité de la CEDEAO, qui vise à réduire ou supprimer les taxes sur les produits importés au sein de la communauté, afin de rétablir un équilibre commercial entre les Etats. Le Conseil des ministres de la CEDEAO est

chargé d'examiner régulièrement cette question et de prendre les mesures appropriées.

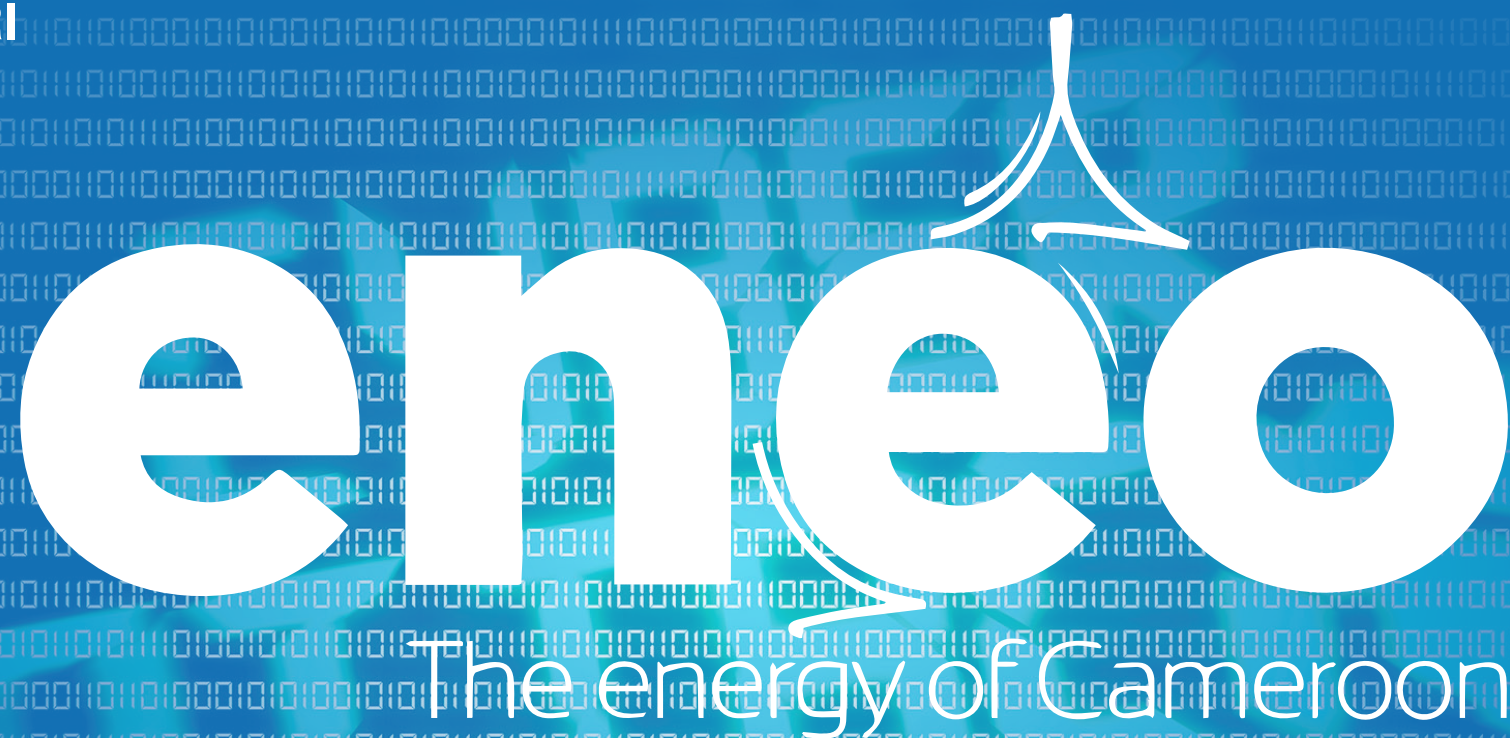
Enfin, le retrait de l'AES réduirait le marché potentiel de la CEDEAO, qui perdrait plus de 70 millions de consommateurs, soit 8% du PIB de l'union. Les investisseurs seront également moins attirés par une zone économique fragilisée et divisée. La CEDEAO devrait envisager de renouer le dialogue avec l'AES et négocier de nouvelles modalités de coopération économique et commerciale. Les droits de douane risquent de réapparaître et les entreprises de l'AES devront faire face à des obstacles pour s'implanter dans la CEDEAO

***Le retrait de l'AES de la CEDEAO est un acte de rupture qui remet en cause l'intégration régionale et le libre-échange en Afrique de l'Ouest.*** Il aura des effets négatifs sur le commerce, la croissance, l'emploi et le développement des deux parties. Il serait donc nécessaire de trouver une solution pacifique et mutuellement bénéfique pour restaurer la confiance et la coopération entre les pays de la CEDEAO et ceux de l'AES.



# CYBERATTAQUE CONTRE ENEO : LES SERVICES DE PAIEMENT EN LIGNE PERTURBÉS

Par William NGHORI



La société ENEO, principal opérateur d'énergie au Cameroun, a été victime d'une cyberattaque qui a affecté sa plateforme de paiement en ligne. Les clients n'ont pas pu recharger leurs compteurs d'électricité prépayés via les opérateurs téléphoniques MTN et Orange. Les cybercriminels ont exigé une rançon pour libérer le système, selon le journal La Plume de l'aigle. La sécurité des infrastructures informatiques est un enjeu majeur pour la protection des biens communs.

Face à cette situation, les autorités politiques et les dirigeants d'entreprise doivent accorder une priorité à la sécurisation des infrastructures, pour l'intérêt national. De nombreux foyers et entreprises ont été privés d'électricité à cause de la cyberattaque, qui a empêché ou retardé les paiements. Les responsables d'ENEO ont pris des mesures pour rendre certaines applications indisponibles, afin de sauvegarder et de sécuriser les données collectées. Le rétablissement du système se fait progressivement, en fonction des enquêtes menées par les autorités locales pour identifier les coupables et les sources de l'attaque.

Pour rassurer les clients, ENEO a annoncé que les retards de paiement n'entraîneraient pas de coupure d'électricité dans les foyers ou les entreprises, notamment pour les clients en mode post-payé. L'électricité sera rétablie au fur et à mesure de la résolution du problème informatique.

Cet incident révèle la vulnérabilité du système de sécurisation des infrastructures et de protection des données en Afrique, et plus particulièrement dans la zone CEMAC, où les États et l'organisation sous-régionale ne se sont pas engagés activement à mettre en place une directive régionale. La Guinée équatoriale est le seul membre de la CEMAC à avoir ratifié le traité de Malabo relatif à la protection des données et des infrastructures critiques. Pour faire face à ces défis, il est nécessaire de renforcer les capacités et les compétences des acteurs africains en matière de cybersécurité. C'est dans ce sens que le Cyber Africa Forum a été lancé, comme une initiative forte pour promouvoir les bonnes pratiques et les échanges d'expériences en matière de cybersécurité en Afrique. Le Cyber Africa Forum vise à sensibiliser, à former et à accompagner les acteurs publics et privés dans la mise en œuvre de stratégies et de solutions efficaces pour prévenir et combattre les cyberattaques. Le Cyber Africa Forum est donc un espace de dialogue, de coopération et d'innovation pour la sécurité numérique du continent africain